

Pauvreté et pratiques informationnelles

par IHADJADENE Madjid, FAVIER Laurence, RANJAHALY Stephan, « ihadjade@u-paris10.fr »
CRIS-Université de Paris10 & UMR CNRS 5605-Université de bourgogne

Cette contribution discute un concept de sciences de l'information : « la pauvreté informationnelle ». Les approches de la pauvreté informationnelle sont analysées, d'abord du point de vue de la fracture numérique et des modèles d'évaluation de celle-ci, puis à partir de la théorie de Chatman qui la définit au-delà de la seule question économique de l'accès à l'information. Finalement, c'est le positionnement des sciences de l'information et de la communication à l'intérieur des sciences humaines et sociales qui sera examiné afin de déterminer son apport notamment à la notion de « capital social ».

Mots-clés :

Keywords :

Introduction

Afin de dégager une structure universelle des pratiques informationnelles humaines, de très nombreux modèles ont été développés. On parlera de « pratiques informationnelles » pour désigner la manière dont un ensemble de dispositifs, de sources, d'outils, de compétences cognitives sont effectivement mobilisés dans les différentes situations de production, de recherche, traitement de l'information. Nous englobons dans ce terme de « pratiques » les comportements, les représentations et les attitudes informationnelles de l'humain (individuel ou collectif) associés à ces situations (Ihadjadene & Chaudiron, 2008).

Selon (Fisher et al, 2005), plus de 70 modèles, ou considérés comme tels, ont ainsi été proposés au cours des 3 dernières décennies pour rendre compte du « comportement » (information behavior) des utilisateurs/usagers. Cette expression de (information behavior) est proche de ce que nous venons de décrire comme « pratiques informationnelles ». Les travaux sur ce thème sont anciens. Dans son ouvrage (Looking for information), D. Case (Case, 2002 situe les premières études au début des années 60 en particulier les modèles de Voigts, de Menzel et de Paisley.

Pour rendre compte de ces pratiques informationnelles et alimenter leur modélisation, la majeure partie des études se focalise sur les pratiques informationnelles éducatives, celles des experts à la recherche d'information professionnelle et/ou celles des professionnels de l'information. Ainsi plusieurs enquêtes furent publiées sur les comportements informationnels des ingénieurs, des cadres dirigeants, des enseignants-chercheurs, des médecins, des journalistes ou des étudiants etc. Cependant, l'attention est rarement portée sur des catégories de population défavorisées, exclues de la société de l'information. D'une manière générale, il existe peu de travaux consacrés à la relation entre catégories sociologiques et pratiques informationnelles.

Une exception notable à cela, le courant initié par Elfreda Chatman dans les années 1990, a forgé une théorie de la pauvreté informationnelle. La pauvreté informationnelle ou « pauvreté de l'information^[1] » (information poverty) sont, depuis, des expressions fréquemment employées pour décrire certaines conditions liées à la pauvreté économique ou, au-delà, à des groupes ne pouvant pas partager les pratiques informationnelles du plus grand nombre (Chatman, 1991), (Chatman, 1999) et (Chatman, 2000).

Cette contribution portera sur les approches de la pauvreté informationnelle, d'abord du point de vue de la fracture numérique et des modèles d'évaluation de celle-ci (I) ; puis de celui de la théorie de Chatman qui élargit la seule question économique de l'accès à l'information (II). Finalement, c'est le positionnement des

sciences de l'information et de la communication à l'intérieur des sciences humaines et sociales qui sera examiné (III) afin de déterminer son apport notamment à la notion de capital social

Fracture numérique et évolution des modèles d'évaluation internationale de la société de l'information

Dans la perspective économique, la pauvreté est vue comme le résultat d'un manque d'opportunité égale d'accès à l'infrastructure numérique. Cette ségrégation socio-économique a pris le nom de fracture numérique.

Les travaux sur l'inégalité d'accès aux technologies d'information sont anciens et féconds. Un ensemble d'acteurs institutionnels s'est intéressé à cette question depuis les années 70 bien avant la popularisation du concept « fracture numérique ». On peut citer les travaux de l'IFLA (International Federation of Library Associations) mais aussi le Centre de recherches pour le développement international ou l'UNESCO. Récemment les travaux de l'ITU (International Télécommunication Union) et, au-delà de cette seule organisation, ceux de l'ONU (Organisation des Nations Unies) ont renouvelé la problématique.

Afin d'étudier la relation entre la pauvreté et l'accès à l'information, certains auteurs distinguent entre deux paradigmes selon que l'inégalité d'accès et d'utilisation de l'information est liée ou pas aux caractéristiques socio-économiques (Lievrouw et Farb, 2003).

Les premières approches de la pauvreté informationnelle sont donc fortement axées sur la distribution des technologies de l'information, même si le contenu de cette information, n'est pas clairement identifié.

La pauvreté ou la richesse sont indissolublement liées à des pratiques qui tendent à reproduire la condition sociale qui les génère. Les notions de « favorisés/défavorisés » (insider/outsider) chez Chatman, de conscience de classe dans la pensée marxiste montrent comment cette reproduction s'opère. La contribution des travaux sur l'info-pauvreté est de montrer que l'information est aussi un comportement social conçu comme un ensemble cohérent de pratiques lié à des populations déterminées et non seulement un processus cognitif ou une ressource économique tels qu'elle est le plus souvent théorisée.

La prise de conscience de l'aspect social de l'information a conduit à une évolution des évaluations internationales de la société de l'information réalisées par l'ONU (Organisation des Nations Unies). Ces évaluations, jusqu'alors centrées sur la mesure de la fracture numérique, donc sur l'égalité de tous face à l'offre technologique, comparent l'avancement des différents pays du monde quant à l'utilisation « quantitative » des technologies de l'information par la population. Progressivement c'est la capacité à « profiter » de cet usage qui est comparée. C'est que les rapports de l'ONU nomment depuis 2004 « l'accès réel » (real access), celui qui fournit des opportunités de

développement économique, en particulier des opportunités dans une économie basée sur la connaissance[2]. Or pour mesurer l'usage réel, ce n'est plus le seul accès à la technologie qui est considéré mais c'est l'accès aux ressources éducationnelles, sociales et culturelles qui est visé en tant qu'il conditionne la possibilité d'adopter les technologies de l'information autant qu'il en permet l'usage réel. Cette complexification de la pensée de l'accès aux technologies de l'information place ces dernières dans un environnement (éducationnel, social et culturel) et refuse de les en isoler. En même temps, elle souligne le lien entre informatique et information, entre information et usage « profitable » de celle-ci et, finalement, entre information et savoir. L'information devient une donnée d'entrée dans un processus dynamique qui génère le besoin d'informations nouvelles et d'apprentissage afin de se perpétuer.

L'ONU définit un modèle (figure 1) à cinq niveaux qui rend compte des conditions nécessaires pour qu'un État puisse réaliser des services de « gouvernement électronique ». Cette même idée d'un accès (access for opportunity) est reprise par l'International Telecommunication Union (WSIS, 2007) pour constituer un modèle de l'insertion sociale des technologies de l'information, à partir laquelle peut s'élaborer une évaluation internationale comparative des pays se substituant à celle de la mesure de la fracture numérique.

Figure 1 : Access-for-Opportunity Framework (ONU 2004)

Ce modèle nous fait passer de la pensée du développement économique fondée sur l'accès à des ressources matérielles (ICT) et sociales (educational skills etc.) à celle d'un développement économique consistant à savoir les utiliser selon trois phases (threshold access, real access, access for opportunity). La conception de l'accès est la suivante : l'accès doit être allié à des contenus pertinents et culturellement appropriés pour se transformer en savoir. Le savoir hybride (blended) est traité et utilisé pour créer des opportunités économiques et de la responsabilité sociale (Access must be blended with relevant and culturally appropriate content for onward

transmuting into knowledge. The blended knowledge is processed and utilized to create opportunity for economic and social empowerment).

Le modèle de l'ITU a comme finalité la mesure de la capacité d'un pays à se servir des technologies de l'information (TIC) pour renforcer l'économie.

L'économie est figurée comme un processus cyclique entre deux niveaux que les TIC ont pour rôle de lier : la capacité de production (capital et travail) et la consommation. Une couche intermédiaire entre ces deux niveaux distingue l'infrastructure et les compétences d'une part, la densité de l'infrastructure (infodensity) associée à celle de son usage (info-use) et les compétences associées à l'usage, d'autre part. La mesure de l'usage (info-use) est transversale puisqu'elle concerne tant l'infrastructure que les compétences. L' " access for opportunity " est présenté comme un mélange de compétences et d'usage faisant le lien entre capacités de production et consommation.

L'infodensité représente les capacités productives et celles de l'économie en termes de travail et de capital relatifs aux TIC. Le capital TIC est représenté par les infrastructures de réseau, machines et équipements. Le travail TIC est le « stock » total de compétences en TIC de la force de travail d'une économie. L'info-usage se réfère à la consommation de produits TIC et distingue la compréhension de l'utilisation (ICT uptake) et l'intensité de l'usage (ICT intensity of use).

Ces deux modèles (ONU 2004 et ITU 2007) montrent que les organisations internationales ne mesurent plus seulement le développement économique d'un pays en fonction de la fracture numérique mais des compétences et de l'usage que les TIC peuvent mettre en œuvre. Plus largement, les TIC sont considérées, dans ces modèles, comme des moyens et l'usage est pensé non d'abord comme une quantité mais comme une qualité : celle de fournir une « opportunité » économique. C'est sous l'angle de l'inscription sociale des technologies de l'information, telle qu'elle s'illustre dans l'usage « profitable » que peuvent en faire les populations dans leurs pratiques informationnelles, que les organisations internationales construisent des index, dépassant celui de la fracture numérique (Digital Divide Index : DDIX).

Ces modèles mériteraient d'être testés au niveau micro-économique.

Pauvreté et comportement informationnel

À l'opposé d'une perspective centrée sur l'inégalité d'accès aux technologies de l'information, une théorie, propre aux sciences de l'information, indique que la pauvreté est la conséquence de comportements, de valeurs et d'une culture des défavorisés.

Les études sur la pauvreté informationnelle ont à la fois fécondé la conception des modèles de sciences de l'information et l'étude de la pauvreté sous un angle spécifique, celui de l'approche comportementale.

Des pratiques aux modèles informationnels

Les pratiques informationnelles ont longtemps été analysées à travers le prisme du paradigme dit « système » dont les bases et socles sont issus des sciences physiques. L'information y est considérée comme un élément extérieur à l'utilisateur. Dans le cas d'un système de recherche d'information, les défenseurs de ce paradigme considèrent que ce sont les fonctions de traitement de l'information, notamment celles de l'appariement entre les requêtes et les descriptions des documents, qui constituent le cœur du système.

À l'inverse de l'approche orientée système, le paradigme « usager » considère que l'attention doit être davantage portée sur les besoins réels de l'utilisateur et son environnement. Ce paradigme s'inscrit dans une perspective constructiviste où la démarche de repérage et de traitement de l'information par l'utilisateur ne peut faire abstraction d'un ensemble de facteurs tant individuels que situationnels. Ainsi des chercheurs, comme R. Taylor (1968), s'intéressent à la notion de besoin informationnel qui sera ultérieurement étudiée par N. Belkin dans son modèle ASK (Belkin, 1980) et B. Dervin (1992) dans celui de « sense making ». Ces modèles seront plus tard enrichis par C. Khulthau qui inclura la dimension affective de la recherche d'information. D'autres chercheurs comme (Ellis, 1997) et (Leckie, 1996) se sont intéressés à la décomposition des stratégies de recherche des utilisateurs souvent professionnels (ingénieurs, documentaliste, cadres etc.). Ils proposeront des modèles plus détaillés décrivant les différentes étapes d'un processus de recherche d'informations.

Au début des années quatre-vingt émerge une autre approche qui s'intéresse à la dimension cognitive des utilisateurs, laquelle est restée dominante pendant une longue décennie et reste encore féconde actuellement (Ingwersen, 1996).

Un ensemble d'auteurs suggère que si l'intérêt porté aux caractéristiques et profils des usagers est important, l'environnement d'utilisation de l'information reste un facteur clé pour comprendre et étudier les comportements informationnels. C'est notamment le contexte professionnel qui explique et oriente la diversité des comportements

Les sciences de l'information ont constitué un courant qui ne s'intéresse plus à l'utilisateur comme individu isolé face à un dispositif mais comme un usager situé dans son contexte social, culturel et linguistique. Est alors intégré dans l'analyse des pratiques informationnelles l'impact des dynamiques interpersonnelles et sociales.

Les pratiques quotidiennes de recherche d'informations (dans les pages jaunes, les horaires de trains, l'information médicale, pour l'obtention d'un logement...), celles de groupes sociaux particuliers (pauvres, personnes âgées, etc.), non définis par leur profession, sont devenus l'objet de recherches permettant d'éclairer les modèles de sciences de l'information. L'étude des défavorisés de l'information en font partie. Elles montrent la richesse du contexte et du capital social dans les pratiques informationnelles ainsi que les conditions nécessaires à l'établissement de dispositifs et de contenus informationnels répondant aux besoins propres de populations spécifiques.

Pauvreté et pratiques informationnelles

Dès les années 70, deux études financées par l'Office de l'éducation des États-Unis ont suggéré un modèle comportemental/culturel pour traiter de la pauvreté en relation avec le comportement informationnel. Elles ont inventorié les types d'informations requis pour qu'un individu réussisse dans la société américaine. Elles ont essayé de déterminer, à partir de là, le type d'information qui fait défaut à la population désavantagée (Childers et Post, 1975)[3]. L'une d'entre elle, reprenant les travaux de Gotsick, Moore, Cotner, et Flanery, 1976[4], a

proposé de dresser une liste de besoins informationnels journaliers typiques et a nommé des sources par lesquelles les gens auraient pu remplir ces besoins. Dans son ouvrage (*the information poor in America*), T. Childers suggère onze besoins d'information relatifs à la santé, à la vie familiale, au logement, l'emploi, l'assistance sociale, le droit, le transport, l'éducation, les loisirs et la politique.

Selon Childers et Post, dont les travaux datent des années 1970, les capacités de traitement de l'information, le comportement « sous-culturel » et l'attitude personnelle sont les trois facteurs qui affectent la richesse ou la pauvreté de l'information.

Selon le premier facteur, les « info-pauvres » n'ont pas les qualifications et compétences nécessaires pour le traitement de l'information. Cet inconvénient peut inclure un faible niveau d'instruction ou de maîtrise du langage, de la lecture, de l'écriture, ou bien encore une incapacité physique, un handicap, des qualifications techniques, informatiques insuffisantes (pour l'usage de la souris, du traitement de texte, d'un ordinateur personnel etc.). Dans le cas des « info-pauvres », cela entraîne la nécessité d'un ensemble d'intermédiaires entre les sources d'information et les usagers, jouant un rôle de « courtiers » « gatekeepers » d'information.

Le second facteur explicite les difficultés des « info-pauvres » par des freins culturels issus d'un usage excessif et non maîtrisé des médias de masse, notamment de la télévision, comme source d'information.

Le troisième facteur explicatif est lié aux attitudes personnelles des pauvres. Ces derniers développent un ensemble de préjugés, de représentations constituant leur mode de communication (mythe, rumeur, folklore). Ce comportement défini par un sentiment d'infériorité, un sens d'aliénation vis-à-vis de la totalité de la société, un manque de confiance et de motivation, la préférence pour le présent et la résignation,

Ces suggestions pour la base d'un modèle culturel/comportemental fournissent une structure par laquelle la pauvreté de l'information pourrait être étudiée. Les travaux pionniers de Childers seront repris et enrichis par Chatman à la fin des années quatre-vingt.

Chatman proposera un corpus théorique (la pauvreté de l'information, la vie dans le micro-monde et les comportements normatifs permettant de mieux caractériser les comportements informationnels des pauvres. Elle utilisera essentiellement de la sociologie la littérature sociologique sur les « favorisés/défavorisés » 'Insiders/outsideers), les normes sociales et l'analyse des réseaux sociaux.

Chatman considère que cette pauvreté de l'information n'était pas seulement liée à la pauvreté économique mais aussi à un ensemble d'attitudes et de normes sociales déterminées. L'observation au milieu des années 80 des minorités noires, économiquement pauvres, a mené Chatman à examiner la théorie de l'aliénation puisée dans travaux de Merton, de Durkheim et de Weber. Comme les normes sociales traduisent les valeurs et les idéaux dominants de la société ou du groupe, elle estime qu'elles régissant aussi le comportement informationnel.

Plus qu'un manque réel d'accès à l'information, la pauvreté de l'information est une perception individuelle construite à partir de normes sociales partagées. Il est intéressant de noter que, au-delà des travaux de Chatman, la perception individuelle, en l'occurrence celle de l'utilité et de la facilité d'usage, continue à être considérée comme une variable déterminante de l'acceptation d'un système d'information dans les études sur l'accès par les personnes âgées aux services d'administration électronique (Phang et alii 2006).

L'individu pauvre en information ne perçoit pas que certaines sources pourraient être disponibles, et utiles dans sa situation. Il doute même que d'autres, n'appartenant à ce qu'il perçoit comme son monde, aient la capacité de lui fournir l'information, de comprendre ce dont il a besoin. Les « info-pauvres » maintiennent des réseaux sociaux avec des individus qui ont un style de vie semblable, qui ont des croyances et des perspectives communes de la vie, et du monde autour d'eux. Ils déterminent ce qui est important et ce qui l'est moins, et quelle source est jugée fiable. Puisque la vie à l'intérieur de ce « petit monde » devient une routine, l'information recherchée au-delà de ce monde n'est ni nécessaire ni voulue. Tandis que les favorisés (insiders) voient l'ensemble de leur comportement comme normatif, courant, et partagé par tous, les défavorisés (outsiders) au groupe ne peuvent pas suivre parce qu'ils ne partagent pas les mêmes normes sociales.

Chatman établit quatre postures et attitudes des défavorisées qui sont invoqués comme un comportement d'autoprotection d'un individu et qui conditionnent leurs processus de recherche d'information : le secret (secrecy), la tromperie (déception), la prise de risque (risk-taking), et la pertinence situationnelle (situational

relevance). Ces défavorisés de l'information n'arrivent pas à reconnaître l'intérêt de consulter un ensemble de dispositifs d'informations existantes (comme les bibliothèques ou centre de documentation). Ils voient difficilement l'influence que l'information peut avoir sur leur existence quotidienne notamment pour répondre à leurs besoins quotidiens en éducation, de santé ou de recherche de travail. Ce mécanisme d'auto-protection est caractéristique des pratiques informationnelles des pauvres.

Les travaux de Hersberger sur les « sans-abri » montrent que le manque d'accès aux technologies de l'information n'affecte en rien la façon dont les sans-abri se procurent les informations de base dont ils ont besoin (Hersberger, 2002).

L'une des critiques qu'on peut apporter à ce type d'analyse est de rétablir le lien entre la pauvreté et les aptitudes personnelles renvoyant ainsi les défavorisés de l'information à leur responsabilité individuelle.

Pauvreté informationnelle et capital social

La notion de pauvreté est appréhendée dans les différentes études qui lui sont consacrées comme un défaut de capital : de capital économique, culturel, social. La théorie de la « pauvreté informationnelle » a montré que l'envers de ce défaut de capital est un ensemble cohérent de pratiques qui pourrait être considéré comme un comportement informationnel des pauvres. Comme telle, elle pourrait s'inscrire dans la réflexion des sciences humaines et sociales concernant les facteurs non économiques qui soutiennent la production de richesses ou, au contraire, qui déterminent la pauvreté.

Le capital social est invoqué pour expliquer la diversité de situations dans lesquelles se trouvent des individus ayant eu, à un même moment, un capital économique similaire. Or la sociologie de Bourdieu d'une part, celle des réseaux sociaux d'autre part, ont mis en évidence que cette diversité ne se laisse pas réduire à des propriétés individuelles mais doit être considérée comme des effets sociaux, ceux du « capital social » dont jouit ou non un individu. Bourdieu (1980). Selon Bourdieu « le capital social est l'ensemble des relations actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (...) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles ». Le volume du capital social dépend de l'étendue du réseau des liaisons que l'agent peut effectivement mobiliser et du volume du capital possédé en propre par chacun. Il suppose un minimum d'homogénéité objective entre ceux qui le partagent, c'est-à-dire un capital économique comparable, et il exerce alors un effet multiplicateur. Il nécessite pour se constituer comme capital social un travail d'instauration, d'accumulation et d'entretien d'autant plus grand que ce capital est important. Il est tributaire des institutions visant à favoriser les échanges légitimes et à exclure les échanges illégitimes en produisant des occasions (rallyes, croisières, chasses, soirées, réception, etc.), des lieux (quartiers chics, écolesselects, clubs, etc.), et de tout un travail de sociabilité reposant sur une série continue d'échanges.

Or, comme le note Mercklé (2004 p.56), « Les classes populaires chez Pierre Bourdieu ne seraient ainsi pas justiciables d'une analyse en termes de capital social, alors même que l'un des premiers à avoir employé le concept, Ulf Hannerz (1969), s'en servait au contraire pour désigner une forme spécifique de solidarité qui permet aux pauvres de s'entraider ». Pour Chatman, ce sont ni les riches ni les classes populaires qui constituent à la fois le terrain d'étude et l'objet à caractériser mais ce sont des groupes sociaux dépourvus de ce qui vient d'être défini comme « capital social ». Les groupes qu'elle a étudiés sont notamment : la population âgée, les mères célibataires, les concierges. Ils vivent dans un « petit monde » qui est le seul auquel ils font confiance. Ils développent une vision du monde^[5], des normes de comportements et des pratiques informationnelles

cohérents et en rupture avec ce qu'ils perçoivent comme le monde des favorisés (insiders). L'information n'est pas une valeur dans le petit monde qu'ils développent et chaque savoir nouveau sera introduit de manière sélective comme résultat d'informations jugées pertinentes en fonction de la manière dont elles répondent aux problèmes quotidiens (voir proposition 6 de (Theory of Information Poverty) dans (Chatman 1996). Ce n'est pas la forme du lien social qui est ici mise en évidence pour caractériser un groupe. C'est un comportement social spécifique, non strictement lié à la pauvreté économique et résumé par l'expression d' « info-pauvreté » ou (information poverty).

Le principal apport des travaux de Chatman aux sciences de l'information est d'avoir proposé une lecture sociologique de la recherche d'information et de la construction des pratiques informationnelles. Ainsi, selon elle, le lien entre recherche d'information (information seeking) et normes sociales (social norms) explique que certaines sources d'information soient recherchées et d'autres ignorées. Elle rejette donc ce qui s'est constitué comme un courant en sciences de l'information et en psychologie cognitive : l'approche de la recherche d'information par les différences individuelles (Ingwersen, 1996). Les travaux issus de courant de recherche (à dominance cognitive) s'appuient, par exemple, sur une différenciation des usagers en fonction de leur compétence conceptuelle (connaissance du domaine traité), de leur savoir-faire méthodologique (expertise en recherche d'informations), de la typologie et la variabilité des tâches de recherche ou encore de " styles cognitifs ".

À l'inverse, Chatman (op. cit.) précise que : « bien que les problèmes puissent commencer à une échelle individuelle, les stratégies de recherche d'information n'ont d'implication pratique que si elles sont vues dans le cadre de normes sociales » (For one, although problems might begin on an individualistic level, for one's personal search strategies to have practical implications, they must be viewed within a frame of social norms).

De plus, ses travaux pourraient enrichir les sciences humaines et sociales en contribuant à une sociologie économique. Ils peuvent alimenter, en effet, la problématique du capital social en tant que « bien privé »^[6] appartenant à certains groupes sociaux. Les pratiques informationnelles peuvent être étudiées au même titre que les réseaux de relations comme des éléments soutenant le capital économique. Mais il est vrai que les études de Chatman restent ambiguës quant aux relations existant entre la pauvreté informationnelle et la pauvreté économique et donc entre les groupes sociaux identifiés et la classe sociale ou classe socio-économique. Elle ne permet pas non plus de penser autrement ou plus précisément la notion de classes socio-économiques et le principe de distinction de celles-ci.

Il reste que l'approche ouverte par les études sur la pauvreté informationnelle permettrait d'envisager différemment la fracture numérique et ses remèdes en contribuant à éclairer les obstacles à l'insertion dans la société de l'information.

Conclusion

Si les premières études sur la « pauvreté de l'information » date des années 1970, ce concept a émergé à nouveau comme un élément qui fait partie intégrante des discussions de la société de l'information.

La pauvreté informationnelle est centrale dans les débats et études concernant l'insertion dans la société de l'information. L'accès (à) et l'usage (de) l'information deviennent des facteurs de différenciation entre des groupes humains, établissant une forme de ségrégation sociale. Assimilable ni à la pauvreté économique ni à la fracture numérique, la pauvreté informationnelle est invoquée pour caractériser des groupes sociologiques très disparates : les personnes vivant en milieu rural, la classe ouvrière, les femmes âgées, les chômeurs, les handicapés, les sans domiciles fixes, les minorités ethniques, et la plupart des pays en voie de développement etc., tout cela étant imaginé comme une catégorie homogène. Cette approche tend aussi à faire l'impasse sur le

poids des « habitus » de classe pour ne plus s'intéresser aux usages vus sous l'angle exclusif des configurations relationnelles. Les inégalités d'usage sont conçues comme la principale conséquence de la construction individuelle de médiations visant à rendre « conventionnel » l'univers sociotechnique. C'est à la fois la limite et l'intérêt de cette approche. Mais son mérite a été d'élaborer une théorie en science de l'information sur la pauvreté informationnelle en partant du constat que deux groupes ayant des caractéristiques socio-économiques similaires peuvent avoir des besoins, des usages et des accès à l'information totalement différents. Cela s'explique par le fait que chaque groupe a des intérêts, des expériences et des contextes sociaux propres qui affectent leur comportement vis-à-vis de l'information. Comme telle, cette sociologie de l'information pourrait à la fois générer une réflexion critique sur les modèles en sciences de l'information et alimenter, de manière fructueuse, les études sociologiques et économiques sur les facteurs sociaux qui déterminent l'économie de l'information.

Bibliographie

Belkin, N J., 1980 "Autonomous states of knowledge as a basis for information retrieval", The Canadian Journal of Information Science, n°5, 1980, pp 133-43.

Bresson M, 2007, Sociologie de la précarité, Armand Colin, 128 p.

Bourdieu, P. (1980). " Le capital social. Notes provisoires ". In : Actes de la recherche en sciences sociales, n°31, janvier 1980, p.2-3- Republié dans Le Capital social- Performance, équité et réciprocité, sous la direction de Bevort A. et Lallement M. Paris : La Découverte-MAUSS, collection Recherches, 2006 p.31-34).

Case, D, 2002, Looking for Information : A Survey of Research on Information Seeking, Needs and Behaviour, Academic Press, 350p

Chatman, E.A.,1991, "Life in a small world : applicability of gratification theory to information-seeking behavior". Journal of the American Society for Information Science, 42, pp 438-449.

Chatman, E.A., 1992, The information world of aging women. Westport, CT : Greenwood press.

Chatman, E.A., 1996, . "The impoverished life-world of outsiders". Journal of the American Society for information Science, 47, pp 193- 206

Chatman, E.A., 1999, "A theory of life in the round". Journal of the American Society for Information science, 50, pp 207-217.

Chatman, E.A., 2000, . "Framing social life in theory and research". The new review of Information Behaviour Research, 1, pp 3- 18.

Dervin B.,1992 « From the mind's eye of the user : The sense-making qualitative-quantitative methodology », In Jack D. Glazier and Ronald R. Powell (Eds.) Qualitative Research in Information Management, Englewood, Libraries Unlimited, 1992, pp.68-70.

Ellis D., Haugan M., 1997, "Modelling the information seeking patterns of engineers and research scientists in an industrial environment ", Journal of Documentation, vol 53, n°4, pp. 384-403.

Fisher K E., Erdelez S et McKechnie L, 2005 . Theories of information behavior. Assist monograph Series.

Hersberger, J.A., 2002, "Are the economically poor information poor ? Does the digital divide affect the homeless and access to information ? ", The Canadian Journal of Information and Library Science, 27(3),pp44-63.

Ihadjadene M . Chaudiron S 2008 « L'étude des dispositifs électroniques d'accès à l'information : approches croisées ». In PAPY F. (sous la dir. de), « Sciences de l'Information. Problématiques émergentes » Paris, Hermès Science Publication (à paraître en 2008)

Ingwersen, P. (1996). "cognitive perspectives of information retrieval interaction : Elements of a cognitive information retrieval theory". Journal of Documentation, 52(1), pp 3-50

Leckie G. J., Petitgrew KE 1996., "Modeling the information seeking of professionals : a general model derived from research on engineers, health care professionals, and lawyers", Library Quarterly, vol 66, n°2, pp. 161-193.

Lievrouw, L. A., & Farb, S. E., 2003. "Information and equity". Annual Review of Information Science & Technology, 37 , pp 499-540

Mercklé Pierre (2004). Sociologie des réseaux sociaux. Paris : La Découverte, 2004

ONU (2004). Organisation des Nations Unies, Global e-government readiness report- Towards access for opportunity.

Phang et alii , 2006., "Senior Citizens' Acceptance of Information Systems : A Study in the Context of e-Government Services". IEEE Transactions on engineering Management, vol.53, n°4, pp.555-569.

Pollock N, Conceptualizing the information poor [en ligne],.Mai 2002, [consulté le 12 mars 2006]. Disponible sur : http://www.users.bigpond.net.au/neilpollock/info_science/chatman.html

Putman 1995, "Bowling Alone : America's Declining Social Capital", Journal of Democracy, 6, 1, pp.65-78.

Taylor R., 1968 "Question negotiation and information seeking in libraries", College and research libraries, n° 29, pp. 178-194

WSIS (World Information Society) Report 2007. Measuring the Information Society 2007.

[1] La définition des termes de « pauvreté », « précarité » ou « exclusion » ne fait pas consensus. Chaque interprétation a des implications politiques, économiques et sociales (Bresson, 2007). Or dans les travaux de Chatman mais aussi Childers, on fait l'impasse sur une délimitation des concepts. On emploiera les expressions « pauvreté informationnelle », « info-pauvres », « pauvres » pour traduire le concept polysémique (information poor) ou (information poverty) tels que ces auteurs en font la théorie.

[2] Plus exactement, le texte est le suivant : Real access provides opportunities for economic development, especially opportunities in the evolving global knowledge based economy " (ONU 2004 p.75)

[3] Childers, T., Post, J (1975). The information poor in America. Metuchen, NJ : Scarecrow Press. Cité dans Neil Pollock. Conceptualizing the information poor. may 2002
http://www.users.bigpond.net.au/neilpollock/info_science/chatman.html

[4] Gotsick, P., Moore S., Cotner S., Flanery J., (1976). Information for everyday survival : what you need and where to get it. Chicago, IL : American Library Association.

[5] " Mutual opinions and concerns are reflected by its members, a world in which language and customs bind its participants to a worldview " (Chatman 1999 p.213).

[6] Cette approche se distingue de celle de Putnam pour qui le capital social est un bien public. Il le définit comme ce qui fait référence à : " des caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance sociale, qui facilitent la coordination et la coopération en vue d'un bénéfice mutuel " (Putman 1995 p.67).